

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Carrières
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES cedex 02

NÎMES, le 16/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS RENE GERMAIN (SE)

Mont du Moulin
30750 LANUEJOLS

Références : 2022-08-525
Code AIOT : 0018100260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 dans les ETABLISSEMENTS RENE GERMAIN (SE) implantés au lieu-dit La Lavagne 30750 LANUEJOLS. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12/12/2008, complétées par celles des articles 38 à 42, 56 et 57 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées (surveillance des émissions atmosphériques).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS RENE GERMAIN (SE)
- La Lavagne 30750 LANUEJOLS
- Code AIOT : 0018100260
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations mobiles de traitement des matériaux extraits sont également présentes in situ.

Les installations ICPE fonctionnent par campagnes de septembre à fin février, les travaux de défrichement et de décapage ainsi que les travaux d'extraction et de traitement des matériaux n'étant pas réalisés en période de nichage et de reproduction des animaux (mars à août).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le bénéficiaire de l'autorisation (article 1.1 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- la consistance des installations classées (article 1.4 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- la liste des installations classées (article 1.5 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- l'emplacement des installations (article 1.7 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- les conditions préalables (article 1.9 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- les conditions générales d'aménagement (article 2 AP n°0812091 du 12/12/2008),
- la prévention des pollutions atmosphériques (article 4 AP n°0812091 du 12/12/2008 complété par les articles 38 à 42 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées),
- l'autocontrôle des niveaux sonores (article 6.4 AP n°0812091 du 12/12/2008).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.9.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Autocontrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 56	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.1.5	/	Sans objet
10	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.3	/	Sans objet
11	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.1	/	Sans objet
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.4	/	Sans objet
3	Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.5	/	Sans objet
4	Emplacement des installations	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.7	/	Sans objet
5	Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.9.1.1	/	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.9.3.2	/	Sans objet
8	Voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.1.2	/	Sans objet
13	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux manquements ont été observés par l'inspection vis à vis des prescriptions réglementaires applicables.

L'inspection souligne l'importance d'établir un rapport de synthèse annuel comportant notamment les vérifications de la conformité aux arrêtés applicables afin d'éviter une dérive dans l'exploitation des installations ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SARL RENE GERMAIN dont le siège social est fixé à 30750 LANUEJOLS - Mont du Moulin, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté et, le cas échéant, de ses annexes techniques, est autorisée à procéder à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- d'une carrière à ciel ouvert pour la production de calcaire et des installations de traitement des matériaux dont l'adresse est fixée à LANUEJOLS au lieu-dit "La Lavagne",- des installations connexes précisément définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.
Constats : La dénomination/raison sociale ainsi que la forme juridique de la structure a évolué à compter du 01/08/2021 ; il s'agit dorénavant de la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS RENE GERMAIN et d'une Société par Actions Simplifiée (SAS). L'exploitant a fourni son extrait Kbis mis à jour le 5/06/2022. Le nom commercial reste : SARL RENE GERMAIN.
Observations : A l'occasion d'un prochain APC, il conviendra de rectifier ces 2 aspects : dénomination/raison sociale et forme juridique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : Tonnages maximum annuels à extraire et à traiter : 30 000 tonnes Volume maximum autorisé : 244 000 m ³ (610 000 tonnes) Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 30 000 m ² dont superficie de la zone à exploiter : 21 800 m ² Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire Modalités d'extraction : explosifs, engins mécaniques Epaisseur d'extraction maximale : 20m Côte limite NGF d'extraction : 865m Les installations de traitement sont constituées d'une unité de concassage-criblage mobile.
Constats : L'inspection a pu contrôler que les installations autorisées sont conformes à la description qui en sont faites. La côte minimale d'extraction, limitée à 865 m NGF, est bien respectée comme l'inspection a pu le constater sur le plan topographique daté de 2020 réalisé en interne. Le tonnage annuel extrait en 2021 s'élève à 7 500 tonnes. Les matériaux alimentent majoritairement la partie TP de la SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS RENE GERMAIN.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Exploitation de carrières 2510 -1 Autorisation . Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 KW (233 kW) 2515-1 Autorisation
<p>Constats : Deux ICPE sont exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire communal de LANUEJOLS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une carrière à ciel ouvert de calcaire classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation, - des installations de traitement pour la production de granulats (1 groupe à percussion mobile Lokotrack et 1 cribleuse EXTEC S7 mobile) , d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 299 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises désormais à ENREGISTREMENT. <p>Il convient de préciser que ces installations mobiles fonctionnent par campagnes et sont partagées entre les 2 sites d'extraction de l'établissement, la carrière autorisée sur le territoire communal de LANUEJOLS (30) et une autre autorisée sur le territoire communal de HURES-LA-PARADE (48).</p>
<p>Observations : A l'occasion d'un prochain APC, il conviendra de rectifier le classement des installations de traitement pour la production de granulats, d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 299 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises à ENREGISTREMENT.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Emplacement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.7
Thème(s) : Situation administrative, Emplacement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conformément au plan à l'échelle de 1/ 2 500ème joint au présent arrêté (ANNEXE 1), les installations autorisées sont implantées sur une partie de la parcelle n° 368 section E1 du plan cadastral de la commune de Lanuejols.</p>
<p>Constats : L'inspection a pu vérifier que les installations autorisées sont implantées sur une partie de la parcelle cadastrée E1 368 du plan cadastral de la commune de Lanuéjols.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eloignement du voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.9.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Eloignement du voisinage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : A l'exception de la limite sud est de la zone d'extraction, l'inspection a pu constater que les bords de la zone en extraction sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. L'inspection a également pu constater que l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas ne compromet pas la stabilité des terrains voisins. En limite sud est, pour des raisons historiques, la bande des 10m non exploitée n'est pas respectée ; il s'agit d'une ancienne carrière non autorisée exploitée à antérieurement à la présente autorisation. Il y a une bande d'environ 5 à 6 mètres, situés au même niveau altimétrique que les champs voisins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.9.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Signalisation, accès, zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>L'accès à la voie publique (RD 47) est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Cet accès, aménagé au PK 12+900, est réalisé en accord avec le gestionnaire de la voirie.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture grillagée. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Constats : Concernant l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, l'inspection a pu constater un merlon périphérique et/ou des clôtures, avec la présence de panneaux d'interdiction d'entrée en nombre suffisant, côté extérieur du périmètre ICPE autorisé.</p> <p>Par contre, à l'intérieur du site, le danger n'est pas signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, notamment aux zones dangereuses en cours d'exploitation, en particulier à proximité immédiate du fond de fouille.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de renforcer l'inaccessibilité aux zones dangereuses ainsi que le nombre de pancartes signalant le danger, les interdictions d'accès, au niveau de la zone en exploitation, d'autant plus que des transporteurs viennent s'approvisionner in situ.</p> <p>De plus, l'inspection a constaté 2 accès à la voie publique : - l'un côté RD47, aménagé aux environs du PK 12+550, n'est pas autorisé et son portail reste en permanence ouvert, - le second, aménagé au PK 12+900 (accès depuis le chemin communal), en accord avec le gestionnaire de la voirie, côté bascule, ne possède aucun portail.</p> <p>En conséquence, ces constats constituent des non-conformités à l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12/12/2008.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.9.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.</p> <p>Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.</p> <p>Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé:</p> <p>Première période 32 742€ T.T.C. Deuxième période 36 420€ T.T.C. Troisième période 36 420 € T.T.C. Quatrième période 35 702 € T.T.C. Cinquième période 27 952€ T.T.C. Sixième période 26 806 € T.T.C.</p> <p>La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est : 576.4</p> <p>Constats : L'exploitant a pu justifier d'un acte de cautionnement solidaire CAISSE D'EPARGNE n°219041 pour un montant de 45 670 € pour la période allant du 12/02/2019 au 12/12/2023.</p> <p>Afin que le bénéficiaire de la présente autorisation puisse être actualisé (cf premier point de contrôle), l'exploitant devra fournir un nouvel acte de cautionnement avec la nouvelle dénomination/raison sociale (SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS RENE GERMAIN).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments et dépôts doivent être facilement accessibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'emprunt, l'aménagement et l'entretien des chemins départementaux et communaux régulièrement utilisés par les transports de produits, doivent se faire en accord avec les instances administratives départementales et locales concernées.</p> <p>Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ..) susceptible de gêner la circulation.</p> <p>Constats : L'inspection a pu constater que les installations sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours et que les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.1.5
Thème(s) : Situation administrative, Equipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : De nombreux équipements abandonnés sont stockés in situ : pneumatiques, tapis de convoyeurs, ferrailles, blocs en béton, etc. De tels équipements ne doivent pas être maintenus sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> . les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ; . les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ; . les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies; . les résultats des tests, des exercices ; . la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ; . le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation ... Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente.
Constats : Le rapport annuel n'est pas tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Aucune vérification de la conformité au présent arrêté n'est périodiquement réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</p> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection un plan réalisé en interne datant de 2020. Néanmoins, ce plan n'était pas mis en forme (absence du périmètre ICPE, des zones remises en état, etc).</p> <p>L'exploitant doit actualiser ce plan au moins une fois par an et y reporter les limites du périmètre ICPE et ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les côtes altimétriques des points significatifs, les zones remises en état, etc.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Autocontrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière puis au moins une fois par an.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié.</p>
<p>Constats : L'inspection n'a pas pu vérifier le respect des niveaux d'émissions sonores.</p> <p>En effet, l'exploitant n'a pas pu fournir à l'inspection un contrôle des niveaux sonores lors du contrôle, ni le lui transmettre post inspection.</p> <p>En conséquence, ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12/12/2008.</p> <p>Il convient de préciser que ce contrôle doit être réalisé lors d'une campagne simultanée d'extraction et de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre et fin février.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; - la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ; - les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ; - les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.
<p>Constats : L'inspection a pu vérifier que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les camions de transport des matériaux sont bâchés, ceux sont majoritairement des transports de la partie TP de l'établissement ; - l'engin de foration des trous de mines est équipé d'un dispositif de dépoussiérage. <p>Par contre, la vitesse des engins sur les pistes pourrait être limitée afin de réduire les émissions de poussières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p>
<p>Constats : Aucun contrôle des niveaux d'empoussièrement n'est réalisé.</p> <p>En conséquence, ce constat constitue une non-conformité à l'article 19.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : – fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; – implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne réalise aucune surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>En conséquence, ce constat constitue une non-conformité à l'article 39 de l'arrêté ministériel modifié 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement.</p> <p>Il convient de préciser que ce contrôle doit être réalisé lors d'une campagne simultanée d'extraction et de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre et fin février.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 56
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 57 à 59. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées. L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.
Constats : L'exploitant ne réalise aucune surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il n'a mis en place aucun programme de surveillance des émissions de poussières. En conséquence, ce constat constitue une non-conformité à l'article 56 de l'arrêté ministériel modifié 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement. Il convient de préciser que ce contrôle doit être réalisé lors d'une campagne simultanée d'extraction et de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre et fin février.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.
Constats : L'exploitant ne réalise aucune surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il n'adresse jamais à l'inspection un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, dûment commentés. En conséquence, ce constat constitue une non-conformité à l'article 57 de l'arrêté ministériel modifié 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Le Vigan, le

Cellule Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ N° 2022-XX-XXX
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

portant mise en demeure de la société RENE GERMAIN de se conformer aux dispositions réglementaires applicables, pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de LANUEJOLS au lieu-dit La Lavagne

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

La Préfète du Gard
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre I du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2021-03-08-004 du 8 mars 2021 donnant délégation de signature à Mme Saadia TAMELIKECHT, sous-préfète du Vigan ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n°0812091 du 12 décembre 2008 autorisant la société RENE GERMAIN à exploiter une carrière de calcaire et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Lanuéjols au lieu-dit La Lavagne ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur site le 11 juillet 2022 ;
- Vu** le rapport de visite de l'inspection de l'environnement du 16 août 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé n° XXX du 18 août 2022, distribué le XX août 2022 ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier daté du XX mm 2022 ;

Considérant l'inspection menée sur le site le 11 juillet 2022 ;

Considérant que le danger n'est pas signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, notamment aux zones dangereuses en cours d'exploitation, en particulier à proximité immédiate du fond de fouille ;

Considérant que deux accès à la voie publique ont été aménagés : l'un côté RD47, aménagé aux environs du PK 12+550, non autorisé et, le second aménagé au PK 12+900 (accès depuis le chemin communal), en accord avec le gestionnaire de la voirie, côté bascule ;

Considérant que durant les heures d'activité, l'accès à la carrière n'est pas contrôlé ;

Considérant qu'en dehors des heures ouvrées, ces accès ne sont pas interdits ;

Considérant que l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008 susvisé prescrit notamment que : ".../... L'accès à la voie publique (RD 47) est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Cet accès, aménagé au PK 12+900, est réalisé en accord avec le gestionnaire de la voirie.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture grillagée. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées." ;

Considérant par conséquent que la société RENE GERMAIN ne respecte pas les dispositions de l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des niveaux sonores depuis l'ouverture de la carrière ;

Considérant que l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008 susvisé prescrit notamment qu' "un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière puis au moins une fois par an.

Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité." ;

Considérant par conséquent que la société RENE GERMAIN ne respecte pas les dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008 susvisé ;

Considérant l'absence de contrôle des niveaux d'empoussièrement de la carrière ainsi que des installations de traitement soumises à enregistrement sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que l'article 19.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières susvisé prescrit notamment qu' "en ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la

représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats" ;

Considérant par conséquent que la société RENE GERMAIN ne respecte pas les dispositions de l'article 19.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que l'article 39 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 susvisé prescrit notamment que : *"l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.*

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés.

Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.../..." ;

Considérant par conséquent que la société RENE GERMAIN ne respecte pas les dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que l'article 56 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 susvisé prescrit notamment que : *"l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 57 à 59. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.*

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur.

Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.

L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant." ;

Considérant par conséquent que la société RENE GERMAIN ne respecte pas les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que l'article 57 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 susvisé prescrit notamment que : *"l'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.*

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

.../..." ;

Considérant par conséquent que la société RENE GERMAIN ne respecte pas les dispositions de l'article 57 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les délais nécessaires de mise en conformité ;

Considérant que la société RENE GERMAIN, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition de madame la sous-Préfète du Vigan :

ARRÊTE

Article 1 : Signalisation, accès, zones dangereuses

La société RENE GERMAIN est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire de la commune de LANUEJOLS, aux prescriptions de l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008 susvisé, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Autocontrôle des niveaux sonores

La société RENE GERMAIN est mise en demeure de se conformer pour l'ensemble de ses installations exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire de la commune de LANUEJOLS, aux prescriptions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°0812091 du 12 décembre 2008, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour justifier de la mise en place de la mesure (justification par fourniture de la commande ou tout acte montrant la réalisation de la tâche dans le délai indiqué ci-dessous).

Le contrôle des niveaux sonores est réalisé lors de la prochaine campagne simultanée d'extraction **et** de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre 2022 et fin février 2023.

Article 3 : Surveillance des émissions atmosphériques

La société RENE GERMAIN est mise en demeure de se conformer pour l'ensemble de ses installations exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire de la commune de LANUEJOLS, aux prescriptions de l'article 19.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et des articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, en ce qui concerne les émissions atmosphériques, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour justifier de la mise en place de la mesure (justification par fourniture de la commande ou tout acte montrant la réalisation de la tâche dans le délai indiqué ci-dessous).

La surveillance des émissions atmosphériques est réalisée lors de la prochaine campagne simultanée d'extraction **et** de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre 2022 et fin février 2023.

La méthode des jauges de retombées est à privilégier.

Article 4 : Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux articles 1 à 3 du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 6 : Publicité et exécution

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de LANUEJOLS,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, notifié à la société RENE GERMAIN.

Pour la Préfète et par délégation,
La sous-Préfète du Vigan

Saadia TAMELIKECHT